

Motion d'urgence 1

Face à la crise sociale générale, construire un nouveau contrat social fondé sur les principes de Solidarité, dignité, citoyenneté

La crise des banlieues manifestée avec vigueur par les récentes émeutes est le signe d'une crise sociale plus profonde, qui parcourt l'ensemble de la société française. **Ce n'est pas d'un nouveau projet pour les banlieues que nous avons besoin**,- même si des mesures précises pourront y être prises (mais reliées à des politiques transversales sur l'école, l'emploi, le logement, l'appui aux initiatives locales) - **mais d'un nouveau projet pour la France (et pour l'Europe). Un nouveau projet pour faire société ensemble, avec nos diversités. Un nouveau projet qui privilégie le « lien » sur le « bien ».**

Le politique doit retrouver sa fonction première, celui de donner du sens, de permettre à une société de plus en plus complexe et riche de diversité de vivre ensemble. La République jacobine et égalitaire a vécu. Il faut la refonder, refonder le contrat social.

Les politiques ne doivent pas laisser croire que nous pourrions retourner aux années dites fastes du fordisme (des 30 glorieuses en France). Non seulement en raison du tour pris par « la mondialisation » mais aussi parce que le modèle de développement choisi est incompatible avec la capacité de charge de la planète. La crise énergétique comme la détérioration climatique, la pollution des sols et la contamination de notre alimentation sont là pour nous le rappeler.

Ce moment de crise – souligné à deux reprises cette année (29 mai, révolte des ghettos) - est un moment d'opportunité pour renverser l'ordre des priorités : une société plus juste, qualitativement plus riche en relations humaines, acceptant ses diversités, valorisant le plaisir de construire ensemble, économiquement plus sobre, donnant à ses membres la capacité de participer aux choix structurants l'avenir, du local au national. Les Verts, comme le reste de la classe politique, ont la responsabilité en ce moment historique précis de mettre l'accent sur la nature profonde de la crise et de proposer la recherche commune d'un autre projet pour notre pays et pour l'Europe.

DES PRINCIPES POUR UNE ACTION RENOVÉE :

- **Sortir d'une logique répressiv** fondée sur la manipulation de la peur – qui ne peut que contribuer à l'accentuation des ségrégations et in fine à une grave menace sur la démocratie- et une démagogie électorale de bas étage.
- **Respecter les habitants des quartiers en difficulté, et en particulier les jeunes** (jeunes hommes, jeunes femmes). Mettre en œuvre des mécanismes pour **casser le racisme institutionnalisé**. La formation des policiers doit inclure cette préoccupation. Les discriminations positives, isolément, ne suffiront pas. Elles pourraient, si rien n'est entrepris sur des questions transversales (formation, emploi, logement), aboutir à sortir une mince couche sociale des ghettos sans s'attaquer aux mécanismes de segmentation sociale. Elles n'ont de sens que dans une politique d'ensemble visant à promouvoir une société d'inclusion, égalitaire et démocratique.
- **Redonner confiance dans l'action politique et donner du pouvoir aux élus locaux et aux citoyens** Oser mettre en place la fin du cumul de mandats. Promouvoir une relation éthique à la politique. Donner aux élus en charge de fonction exécutive des revenus suffisants pour qu'ils puissent se consacrer à leur mandat unique. *Établir enfin un statut de l'élu local donnant des moyens d'action y compris aux conseillers municipaux* Moraliser la vie politique, en n'hésitant pas à recourir à la justice si nécessaire. Compléter la démocratie représentative rénovée (élection directe des représentants d'agglomération ou de pays, suppression des départements) à des mécanismes de démocratie participative permettant une réelle implication et influence des habitants sur les choix opérés sur les territoires.
- **Anticiper, traiter les causes. Réhabiliter l'action publique** et rompre avec la culture de toujours plus de marché. Marché, pouvoirs publics, tiers-secteur doivent agir en synergie au sein d'une économie et d'une société plurielle. Inverser le cours actuel des choses : la logique sociale doit orienter les choix économiques, sous la contrainte environnementale.
- **Articuler l'action des pouvoirs publics du local au national** en se fondant sur la notion de **subsidiarité active** Y associer l'action des citoyens. Les divers échelons d'organisation des pouvoirs publics doivent poursuivre des objectifs communs. Le local (municipal, agglomération, pays) peut devenir un « corps intermédiaire » capable d'interaction avec l'action des habitants organisés, capables aussi de faire remonter vers les échelons supérieurs les expérimentations généralisables. L'aptitude dont font preuve les acteurs de la vie politique, économique, sociale, à être des acteurs de changement, doit être reconnue comme un levier des réformes nationales et une contribution à la mise en forme d'un nouveau contrat social.

DES CHANTIERS PRIORITAIRES :

- **Emploi** : Appuyer partout les initiatives locales et lancer un vaste plan de financement d'initiatives locales. Cessons de croire que c'est par des décisions de l'Etat, des règles nationales et des circulaires qu'on résoudra les problèmes de lieux aussi complexes. Le changement doit venir d'en bas, du terrain, de ceux qui, au quotidien, voient les besoins et ont des idées, adaptées à la situation locale, qui n'est jamais la même ailleurs. Associations de soutien aux parents, écoles innovantes, entreprises, commerce... Tout cela, plus ou moins lié à l'économie sociale et solidaire, doit constituer le levier du changement dans une *optique de développement durable*. Les pratiques discriminantes doivent être identifiées et combattues, en particulier sur le marché du travail. Un système de sanctions dissuasif s'imposant aux administrations comme aux entreprises doit être imaginé et mis en place. *Un audit interne des établissements publics sur ces pratiques devra être mis en place.* (*Abolir toutes les mesures récentes qui génèrent précarité et entraînent le développement du phénomène des travailleurs pauvres ; *revoir le système d'indemnisation du chômage et l'articuler à une politique de formation qualifiante.* *Rétablir la possibilité pour les chômeurs et les salariés de suivre des formations qualifiantes longues d'une dizaine de mois.*
- **Politique de l'enfance et de l'éducation** : Se saisir à pleines mains de ce chantier prioritaire. Une politique de l'enfance et de l'éducation associant sur un territoire l'ensemble des services publics concernés, les habitants et les associations de prévention et d'éducation populaire doit être menée pour développer l'autonomie, la créativité, la capacité d'expression des jeunes. (voir fiche éducation du programme rédigée par la commission éducation). Les études montrent à quel point le « destin social » se fabrique dans les années de jeunesse, à quel point les différentes couches sociales pratiquent une politique d'évitement et ont une stratégie de logement en relation aux relations sociales souhaitées pour eux-mêmes et leurs enfants .
- **École** : *Il faut casser le mythe de l'égalité des chances et agir contre la pérennisation d'une école à plusieurs vitesses* : d'une école des défavorisés, futurs ouvriers ou chômeurs à l'école de l'élite, préparant à la haute administration et à la direction des grandes firmes en passant par celle des classes moyennes dont il faut avoir la volonté de sortir. Ce sera long. L'école doit aussi reconnaître les diversités, combattre les discriminations. L'histoire ne peut plus être enseignée en laissant de côté l'esclavage, la colonisation (*abrogation de la loi du 23 février 2005*), la décolonisation, la contribution des migrations au développement économique, social et culturel de la France.... Tous les enfants doivent pouvoir reconnaître un pan de l'histoire de leurs parents et leurs ancêtres dans les manuels d'histoire.
- **Urbanisme, habitat, services publics**:
 - Tirer le meilleur des expériences locales réussies de la réhabilitation de l'habitat en direction de la mixité sociale et oser aller à l'encontre des réflexes communautaires des riches aussi bien que des pauvres (constitution de ghettos ethniques, qui historiquement se sont constitués par relégation sociale plus que par choix positif).
 - Expérimenter des systèmes d'aide au logement associés à la sortie du quartier d'origine. Mettre sur pied un service public du logement identique au système du service public de l'emploi.
 - Garantir un égal accès aux services publics sur l'ensemble du territoire. Il faut donc refuser la logique de privatisation, mais aussi repenser une organisation plus démocratique de ces services, associant populations, usagers, syndicats et pouvoirs publics.

Les Verts s'engagent à s'appuyer sur ces éléments dans l'élaboration de leurs travaux programmatiques. Les Verts mettent en place un groupe de travail s'appuyant sur les commissions et le travail déjà existant sur le terrain des banlieues dans les groupes locaux et les régions. Ce GT aura pour objectif précis et opérationnel :

- De faire un état des lieux de nos expériences actuelles pour les porter à connaissance et les mutualiser.
- De proposer des méthodologies de travail politique des Verts dans les quartiers de relégation (collectifs Verts et ouverts, travail associatif, économie solidaire...).

Pour développer notre action politique et la solidarité dans ces quartiers, le groupe de travail présentera un rapport informatif et propositionnel au Cnir du mois de mars pour une validation en vue d'une intervention mieux adaptée au terrain.